



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Patrimoine mondial

32 COM

Distribution limitée

WHC-08/32.COM/5
Paris, 22 mai 2008
Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION
DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Trente-deuxième session

Québec, Canada
2-10 juillet 2008

Point 5 de l'Ordre du jour provisoire : Rapport du Centre du patrimoine mondial sur ses activités et sur la mise en œuvre des décisions du Comité du patrimoine mondial

Rapport basé sur les résultats des activités du Centre du patrimoine mondial

RÉSUMÉ

Ce document présente une vue générale non exhaustive des résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial, ainsi que des résultats de la mise en œuvre des décisions et objectifs stratégiques du Comité du patrimoine mondial depuis sa 31^e session (Christchurch, 2007), et en particulier des résultats d'activités non mentionnées ailleurs dans les documents de travail et d'information rédigés pour cette session. Pour les Rapports périodiques, voir tous les documents *WHC-08/32.COM/11* ; pour les propositions d'inscription, voir le document *WHC-08/32.COM/8B* ; et pour le Rapport d'avancement sur la mise en œuvre des recommandations de l'audit de 2007, voir le document *WHC-08/32.COM/17*. Des informations plus détaillées sur toutes les activités du Centre du patrimoine mondial sont disponibles au Secrétariat.

Projet de décision : 32 COM 5, voir le point II

I. Rapport basé sur les résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial

1. Conformément à la décision **31 COM 5.1** (Christchurch, 2007), le présent rapport du Secrétariat sur ses activités entreprises l'année passée dans les différentes régions, dans le cadre de programmes thématiques et de diverses initiatives, et en matière de communication, d'éducation et de partenariats (sections B, C et D respectivement) est basé sur les résultats et présenté sous forme de tableau, pour plus de facilité. La vue générale présentée ici est non exhaustive car plusieurs activités ne sont pas incluses – leurs résultats étant escomptés à long terme plutôt qu'immédiatement.
2. En 2007, la 31^e session ordinaire du Comité du patrimoine mondial a été organisée à Christchurch, Nouvelle-Zélande, du 23 juin au 2 juillet 2007. Une réunion d'information en prévision de la 32^e session s'est tenue le 27 mai 2008 au Siège de l'UNESCO, à Paris.
3. Le Résumé des interventions de la 31^e session du Comité du patrimoine mondial (Christchurch, 2007) a été adressé aux participants pour corrections du 21 décembre 2007 au 15 février 2008, et a été traduit en anglais et français.

A. Résultats de la mise en œuvre de la *Convention*

4. Après la ratification par Djibouti le 31 août 2007, le nombre total d'États parties à la *Convention* est passé à 185.
5. Vingt-deux biens (16 biens culturels, 5 naturels et 1 mixte) ont été ajoutés à la Liste du patrimoine mondial à la 31^e session du Comité du patrimoine mondial, ce qui porte le total de la Liste à 851 biens (660 biens culturels, 166 biens naturels et 25 biens mixtes) dans 141 États parties.
6. Un bien, le Sanctuaire de l'oryx arabe (Oman), a été retiré de la Liste du patrimoine mondial, pour la première fois dans l'histoire de la *Convention*.
7. Deux États parties sans biens sur la Liste du patrimoine mondial ont eu leur premier bien inscrit : Twyfelfontein ou /Ui-//aes (Namibie) et l'Écosystème et paysage culturel relique de Lopé-Okanda (Gabon).
8. Quatre biens ont été retirés de la Liste du patrimoine mondial en péril : Les Palais royaux d'Abomey (Bénin), la Réserve de biosphère de Río Plátano (Honduras), la Vallée de Kathmandu (Népal) et le Parc national des Everglades (États-Unis d'Amérique).
9. Trois biens ont été mis sur la Liste du patrimoine mondial en péril : les Îles Galápagos (Équateur), la Ville archéologique de Samarra (Iraq) et le Parc national du Niokolo Koba (Sénégal).
10. Au total, 161 rapports sur l'état de conservation de biens, dont 31 sur la Liste du patrimoine mondial en péril, ont été étudiés par la 31^e session du Comité.
11. Le nombre de biens actuellement inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril est de 30 (17 biens culturels et 13 biens naturels).
12. Le Comité va étudier 45 propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial lors de cette session. Au **1^{er} avril 2008**, ces dernières comprenaient 35 nouvelles propositions d'inscription, 5 projets d'extension, 5 propositions d'inscription différées ou renvoyées par de précédentes sessions du Comité et 21 modifications mineures.
13. Depuis la 31^e session du Comité, 32 États parties ont soumis de nouvelles Listes indicatives ou modifié des Listes en vigueur. Le nombre de nouveaux biens ajoutés aux Listes indicatives est de 227.

B. Rapports basé sur les résultats des activités régionales entreprises dans le cadre des 5 C

Région et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<p>ASIE et PACIFIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible</i> • <i>Renforcement des capacités nationales en matière de conservation et gestion des sites</i> • <i>Coordination des efforts internationaux pour sauvegarder le patrimoine culturel de l'Afghanistan</i> • <i>Meilleure promotion des sites du patrimoine mondial</i> 	<p>1. Pour la proposition d'inscription en série des Routes de la Soie et des Sites pétroglyphes d'Asie centrale, voir le document <i>WHC-08/32.COM/8D</i>.</p> <p>2. Listes indicatives reçues de Chine, d'Iran, des Maldives, du Népal, d'Ouzbékistan et du Tonga (avec un plan d'action).</p> <p>3. Étude thématique de l'ICOMOS sur les paysages culturels des îles du Pacifique, rédigée en coopération avec le Centre du patrimoine mondial, publiée et diffusée en avril 2008.</p> <p>4. Les propositions d'inscription de l'extension du Parc marin du récif de Tubbataha et du Mont Apo, Philippines, de Thang Long, Viet Nam, et d'une proposition d'inscription en série des peintures rupestres de Mongolie ont reçu une assistance internationale.</p> <p>5. Assistance accordée au Cambodge lors du processus d'inscription du site de Preah Vihear.</p>	<p>1. Programme de jumelage établi entre les Rizières en terrasses des cordillères des Philippines (Philippines) et Cinque Terre (Italie) pour échanger des expériences en conservation des sites et gestion.</p> <p>2. Plan d'action établi pour la réhabilitation des ensembles de Prambanan endommagés par un tremblement de terre à Jogjakarta, Indonésie, grâce à un don de 250 000 dollars EU du gouvernement saoudien (juillet 2007).</p> <p>3. Poursuite des travaux de conservation des peintures murales de Bamiyan et installation d'un système de suivi permanent dans les niches des bouddhas. Assistance accordée aux autorités afghanes pour établir un plan de gestion et un plan directeur de zonage culturel pour Bamiyan, en collaboration avec l'Université d'Aix-la-Chapelle, Allemagne (septembre 2007).</p> <p>4. Les travaux urgents sur le Minaret de Djam, Afghanistan – endommagé</p>	<p>1. Création en Chine d'un Institut de formation et de recherche de catégorie II pour le patrimoine mondial de la région Asie et Pacifique approuvée par la Conférence générale à sa 34e session (34 C/ Résolution 41) (octobre 2007).</p> <p>2. Renforcement des capacités de gestion des responsables de 31 responsables de sites d'Asie-Pacifique lors de la Troisième conférence internationale sur le patrimoine mondial naturel, sur le site du Mont Emei (Chine), en novembre 2007.</p> <p>3. Renforcement des capacités des professionnels du Ministère afghan de l'Information et de la Culture, ainsi que de 80 artisans locaux formés dans le cadre des interventions effectuées à Bamiyan et sur le Minaret de Djam.</p> <p>4. Cours de haut niveau sur le patrimoine à Kakadu, Australie, dans le cadre du programme « Nos patrimoines communs ». Des</p>	<p>1. La publication <i>Living Landscapes and Cultural Landmarks: World Heritage Sites in the Philippines</i> a reçu une assistance internationale pour sa parution et a été diffusée lors de l'Assemblée générale des États parties d'octobre 2007.</p> <p>2. Exposition « Préservation des tombes gelées dans les montagnes de l'Altaï » (Chine, Fédération de Russie, Kazakhstan et Mongolie) tenue à l'UNESCO, dans le cadre de la coopération UNESCO-Flandres, et impression et diffusion d'une publication (avril 2008).</p> <p>3. Présentation des résultats des activités effectuées à Bamiyan au 6e Groupe de travail spécialisé sur la préservation du paysage culturel et des vestiges de la Vallée de Bamiyan, à Tokyo, Japon (janvier 2008).</p> <p>4. Exposition « Sauvegarde du Minaret de Djam en Afghanistan » tenue à Turin (juin-novembre 2007) et</p>	<p>1. Études menées dans le cadre du Projet des Trois fleuves parallèles au Yunnan (Chine) pour trouver les ressources communautaires permettant d'associer les communautés ethniques du Yunnan au tourisme durable.</p> <p>2. Intégration d'un volet sur les systèmes de savoirs traditionnels dans la « Stratégie de réduction des risques de catastrophes sur les biens du patrimoine mondial » adoptée par le Comité du patrimoine mondial en 2007.</p>

Région et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
	<p>6. Une mission d'experts a aidé les autorités philippines à réviser la proposition d'inscription du Paysage culturel des Batanes (septembre 2007).</p> <p>7. Résolution et plan d'action pour la proposition d'inscription transfrontalière des Montagnes du Tien-Shan occidental en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan) établis à Almaty, Kazakhstan (juillet 2007).</p>	<p>par de fortes inondations au printemps 2007 – ont été entreprises par les autorités afghanes en étroite coopération avec l'UNESCO, grâce au financement du gouvernement afghan et du fonds-en-dépôt italien à l'UNESCO (décembre 2007).</p>	<p>étudiants australiens et européens ont travaillé dans des équipes de projets, en tant que « consultants » pour la direction du Parc, sur la communication des valeurs du patrimoine mondial aux visiteurs, et sur le lien avec les questions de gestion (juillet 2007).</p>	<p>transfert à Kabul à l'automne 2008.</p>	
<p>AFRIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre d'États parties à la Convention • Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible • Renforcement des capacités nationales en matière de conservation et de gestion des sites • Sensibilisation et engagement accrus des communautés locales 	<p>1. Djibouti a ratifié la Convention le 31 août 2007.</p> <p>2. Quatre pays ont actualisé leur Liste indicative : le Burundi, l'Éthiopie, Madagascar et le Nigeria.</p> <p>3. Identification d'aires protégées forestières de VUE potentielle dans le Bassin du Congo, et établissement de lignes directrices pour la proposition d'inscription du site transfrontalier trinational de Sangha (Cameroun, République centrafricaine et Congo) à une réunion d'experts à Brazzaville, Congo (mars 2008).</p>	<p>1. Quatre plans de gestion finalisés : Parc national du Lac Malawi (Malawi), Parc national du Simien (Éthiopie), Chutes Victoria (Zambie et Zimbabwe) et Parc national de Taï (Côte d'Ivoire).</p> <p>2. Tous les documents techniques du projet de réhabilitation de la Forteresse Saint-Sébastien sur l'île de Mozambique ont été finalisés pour le lancement de ce projet, cofinancé par le Japon et le Portugal.</p> <p>3. Le plan d'action pour la conservation de Lalibela – financé par la Norvège et le World Monuments Fund – doit être terminé en juin 2008.</p>	<p>1. Dix-sept professionnels de 16 pays francophones formés à la préparation de propositions d'inscription culturelles à Butare, Rwanda (juillet 2007).</p> <p>2. Atelier de 2 jours sur le processus de proposition d'inscription pour le patrimoine naturel organisé à Ouagadougou, Burkina Faso (mai 2008).</p> <p>3. Coopération établie avec le Bureau de l'UICN en Afrique de l'Ouest en juillet 2007 pour renforcer les capacités en gestion des responsables de sites de la région.</p> <p>4. Importants éléments de renforcement des capacités inclus dans trois</p>	<p>1. Traduction en amharique du kit « <i>Le patrimoine mondial au mains des jeunes</i> » en cours de finalisation par l'Éthiopie.</p> <p>2. Résultats de la restauration du Palais du roi Béhanzin – Palais royaux d'Abomey (Bénin) publiés sous forme de brochure (septembre 2007).</p> <p>3. « Atelier éducatif sur le patrimoine mondial pour l'Afrique de l'Ouest francophone » tenu à Abomey, Bénin (février 2007) associant la formation d'enseignants et la formation des jeunes en conservation préventive et curative.</p>	<p>1. Aide apportée à la direction des aires protégées de RDC par l'établissement d'une stratégie nationale de conservation communautaire, tandis que la section financée par la France de l'Initiative des Forêts du patrimoine mondial travaillait avec les communautés locales à l'établissement d'un système de gestion des ressources de faune sauvage hors des aires protégées. Le volet Madagascar a travaillé à améliorer la vie des communautés autour des sites du projet pour diminuer les pressions.</p> <p>2. Début de la mise en œuvre du projet « Développement du</p>

Région et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
		<p>4. Le « Projet d'aménagement du site archéologique d'Axoum et de la ré-érection de l'obélisque » a été mené à bien et l'achèvement des travaux de réédification est prévu pour juin 2008.</p> <p>5. Aide d'urgence renforcée apportée à 5 biens du patrimoine mondial inscrits sur la Liste en péril en RDC.</p>	<p>programmes de conservation du patrimoine naturel en Afrique (Initiative des Forêts du patrimoine mondial à Madagascar, en République centrafricaine et en RDC).</p> <p>5. Plus de 60 experts du patrimoine mondial africain et bailleurs de fonds à la réunion de promotion du FPMA à Abuja, Nigeria (avril 2008).</p>		<p>tourisme culturel et sensibilisation des communautés sur les Ruines de Kilwa Kisiwani et Songo Mnara en péril » (Tanzanie) par le Bureau de l'UNESCO à Dar es-Salaam (avril 2008).</p>
<p>ÉTATS ARABES</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Liste du patrimoine mondial plus représentative, équilibrée et crédible.</i> • <i>Renforcement de la participation des communautés locales à la gestion des sites.</i> 	<p>1. Quatre nouveaux sites inclus sur la Liste indicative de la Jordanie et premières Listes indicatives reçues des Émirats Arabes Unis et du Qatar.</p> <p>2. Trois propositions d'inscription en préparation avec l'aide technique du Centre du patrimoine mondial : les Villages antiques du Nord de la Syrie, le Djebel Qatrani en Égypte et l'Île de Meroé au Soudan.</p>	<p>1. Réalisation d'activités de conservation et de restauration, financées par le Japon, après le déversement d'hydrocarbures à Byblos (Liban).</p> <p>2. Pour le plan d'action pour la sauvegarde du patrimoine culturel de la Vieille ville de Jérusalem, voir le document <i>WHC-08/32COM/7A</i>.</p>	<p>1. Pour les efforts de renforcement des capacités, voir le document <i>WHC-08/32COM/12</i> sur la protection du patrimoine culturel et naturel palestinien, et le document <i>WHC-08/32.COM/11B</i> sur le suivi du Rapport périodique pour les États arabes.</p>	<p>1. Les priorités de l'éducation régionale au patrimoine mondial, ainsi que le volet éducatif du plan d'action national de Bahreïn, ont été discutés à la réunion préparatoire de mars 2008 à Bahreïn.</p> <p>2. Le rapport de la réunion d'Abu Dhabi sur le Programme régional, dans le cadre du Rapport périodique, traduit en arabe et diffusé à la conférence régionale d'Alger en novembre 2007.</p>	<p>1. Projets de plans de gestion finalisés pour le Ksar Aït Ben Haddou, Maroc et le Gebel Barkal, Soudan, pour lesquels des ont été établies des méthodes participatives assurant la participation des communautés locales.</p>
<p>AMÉRIQUE LATINE et CARAÏBES</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Renforcement de la coopération internationale et des capacités nationales en conservation et gestion des sites</i> 	<p>1. Listes indicatives soumises par l'Argentine, la Colombie et le Mexique.</p> <p>2. Pour les propositions d'inscription en série du Qhapaq Ñan et d'Œuvres de Le Corbusier – voir le document <i>WHC-08/32.COM/8D</i>.</p>	<p>1. Approbation du plan d'action de conservation de « Tiwanaku : Centre spirituel et politique de la culture <i>tiwanaku</i> » (Bolivie) pour un financement japonais et achèvement du plan d'action triennal (novembre 2007).</p>	<p>1. Crédit de cours universitaire en ligne en planification de direction pour un financement durable des aires protégées, lancé en coopération avec l'Université de l'État de Washington et <i>The Nature Conservancy</i> (janvier 2008), et 203 profession-</p>	<p>1. Publication de <i>Rock Art in the Caribbean ; a Feasible Serial Transnational Nomination to the World Heritage List</i> dans les Cahiers du patrimoine mondial, financée par le Conseil régional de Guadeloupe (juin 2008).</p>	<p>1. Directives sur les processus participatifs, établies pour Xochimilco, Mexique et fondées sur le plan de gestion participatif du site (janvier 2008).</p> <p>2. Établissement de processus menés en collaboration avec les</p>

Région et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<ul style="list-style-type: none"> • Participation des communautés locales à la conservation des sites • Gestion renforcée 	<p>3. Propositions d'inscription de l'extension de Calakmul (Mexique), de la Route de l'Or à Paraty (Brésil), d'Œuvres de Le Corbusier (Allemagne, Argentine, Belgique, France, Japon, et Suisse) et du Binôme du mercure et de l'argent sur le Camino Real intercontinental (Espagne, Mexique et Slovénie) reçues le 1er février 2008.</p>	<p>2. Préparation de travaux d'intervention aux Usines de salpêtre d'Humberstone et Santa Laura (Chili), dans la ligne du Plan d'interventions prioritaires, centré sur les renforcements structurels immédiats.</p>	<p>nels d'aires protégées à travers le monde se sont inscrits au cours.</p> <p>2. Pour d'autres activités régionales de renforcement des capacités, voir sous les Programmes thématiques pour les forêts, les aires marines et les PEID.</p>	<p>2. Livres sur les techniques de construction en terre et la vie à Coro et son port, Venezuela, publié par l'Institut national du patrimoine culturel vénézuélien et financé par le fonds-en-dépôt espagnol.</p>	<p>communautés locales pour assurer une politique générale d'ensemble visant à préserver les aires protégées, lors du Congrès latino-américain sur les Parcs nationaux et Aires protégées, à Bariloche, Argentine (octobre 2007).</p>
<p>EUROPE et AMÉRIQUE DU NORD</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coopération internationale • Élaboration de nouvelles lignes politiques stratégiques • Sensibilisation et promotion de la Convention assurées 	<p>1. Listes indicatives soumises par les États suivants : Bosnie-Herzégovine, Croatie, États-Unis d'Amérique, France, Géorgie, Italie, Norvège, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Slovénie et Ukraine.</p> <p>2. Pour les projets de propositions d'inscription en série –, notamment sur l'astronomie, la dorsale médio-atlantique et l'agropastoralisme – voir le document <i>WHC-08/32.COM/8D</i>.</p> <p>3. Accords conclus pour travailler à une proposition d'inscription transnationale en série des zones de forêt hyrcanienne d'Iran et d'Azerbaïdjan, selon la décision 30 COM 8B.24 sur la mise en œuvre de la <i>Convention</i> dans la région</p>	<p>1. Recommandations sur l'intégrité et l'authenticité des biens culturels préparées en vue d'une future révision des <i>Orientations</i>, à Aranjuez, Espagne (décembre 2007).</p> <p>2. Les résultats de la réunion d'experts sur les zones tampons, à Davos, Suisse, en mars 2008, à la suite de la décision 30 COM 9, sont présentés dans le document <i>WHC-08/32.COM/7.1</i></p> <p>3. Pour les actions de conservation et autres activités financées par la Fondation nordique du patrimoine mondial, voir le document <i>WHC-08/32.COM/INF.5B</i>.</p>	<p>1. Traductions en grec et en bulgare de la brochure du Centre du patrimoine mondial <i>Le patrimoine mondial, aujourd'hui et demain avec les jeunes</i>.</p> <p>2. Pour le renforcement des capacités dans la région de l'Europe élargie, – voir le document <i>WHC-08/32.COM/11C</i>.</p> <p>3. Session de formation pour les guides touristiques sur l'interprétation du bien du patrimoine mondial du Val de Loire, à Saumur / Fontevraud, France, organisée en commun par la Mission Val de Loire et le Centre du patrimoine mondial (novembre 2007).</p>	<p>1. Déclaration de Lübeck sur « Les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO en Europe – Un réseau pour le dialogue culturel et le tourisme culturel », formulée à Lübeck, Allemagne (juin 2007).</p> <p>2. Lancement de l'Association des journalistes du patrimoine mondial, à la Cité d'architecture et du patrimoine de Paris, France (septembre 2007) en collaboration avec le Conseil de l'Europe, avec une première réunion le 19 mars 2008 à Paris pour discuter de la coopération et d'activités possibles pendant l'Année du dialogue interculturel.</p>	<p>1. Recommandations pour une recherche future, pour l'application d'une politique générale et pour le travail de l'UNESCO sur les liens entre la diversité biologique et culturelle. Le texte, centré sur la collaboration communautaire et la mise en valeur, a été formulé lors d'un atelier commun Culture-Sciences naturelles au Siège de l'UNESCO (septembre 2007).</p>

Région et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
	de la mer Caspienne.				

C. Rapport basé sur les résultats des activités entreprises en matière de programmes thématiques et initiatives entreprises dans le cadre des 5 C

Programme et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
Forêts <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coopération et des capacités nationales en matière de conservation et gestion de sites forestiers 	<p>1. L'établissement de réseaux mondiaux de forêts protégées – proposé en mai 2007 à la demande de la Conférence des Parties (COP) de la Convention sur la diversité biologique – sera discuté à la réunion de mai 2008 de la COP à Bonn, Allemagne.</p>	<p>1. Des sites forestiers du patrimoine mondial au Guatemala, au Brésil, en Indonésie et au Pérou ont bénéficié de subventions d'urgence du Fonds de réponse rapide (RRF) cogérés avec Flora and Fauna International et la Fondation des Nations Unies.</p> <p>2. Assistance en conservation fournie à 5 sites forestiers brésiliens du patrimoine mondial et nouveaux acteurs gouvernementaux engagés dans le Programme brésilien pour la biodiversité, cofinancé par des ONG et la Fondation des Nations Unies.</p>	<p>1. Création d'un kit pratique testé sur le terrain et évaluations de l'efficacité de la gestion menées sur des sites forestiers du patrimoine mondial en Équateur, au Venezuela, au Honduras, en Inde, au Népal et en Ouganda dans le cadre du projet « Amélioration de notre patrimoine ».</p> <p>2. Soutien d'encadrement répété du Parc national de la forêt impénétrable de Bwindi, Ouganda, dans le cadre du projet « Planification de direction pour les gestionnaires de sites du patrimoine mondial », financé par la Fondation Shell.</p>	<p>1. Article sur les forêts du patrimoine mondial publié dans le n° 49 de la revue trimestrielle <i>Patrimoine Mondial</i>.</p> <p>2. Diffusion aux parties concernées du n° 21 des Cahiers du patrimoine mondial : <i>World Heritage Forests: Leveraging Conservation at the Landscape Level</i>.</p>	<p>1. Achèvement en décembre 2007 du projet biennal de la Fondation des Nations Unies et du Fonds mondial pour la conservation (GCF) à Sumatra, Indonésie, avec un investissement de 2 millions de dollars EU pour soutenir la gestion et renforcer les ONG de conservation locales.</p>
Tourisme durable <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du réseau de partenaires • Promotion accrue de l'utilisation durable des biens du patrimoine 		<p>1. Initiative du Projet de la Barrière de corail méso-américaine à l'intention des voyageurs, organisée en commun avec le WWF, et mise en œuvre par des hôtels de la Riviera Maya en juin 2008.</p>	<p>1. Publication et diffusion d'un manuel de vulgarisation en espagnol sur les biens du patrimoine mondial.</p> <p>2. Activités de planification de l'usage public menées sur les sites du</p>	<p>1. Brochure publiée avec <i>National Geographic</i> pour sensibiliser les touristes à l'intérêt des visites à faible impact des sites du patrimoine mondial du Yucatan (Mexique).</p> <p>2. Réseau d'apprentissage destiné aux sites d'Amérique du</p>	<p>1. Achèvement du Centre communautaire d'accueil des visiteurs sur le site du patrimoine mondial de la Vieille ville de Hoi An (Viet Nam) avec le soutien d'une contribution des Voyages TEMA (Suède).</p>

Programme et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<p><i>mondial</i></p>		<p>2. Élaboration de méthodes de travail et étude de facteurs décisionnels pour créer des centres d'apprentissage en ligne et centres de ressources pour préserver les itinéraires du patrimoine mondial, lors de la réunion d'UNITWIN (Jumelage et mise en réseau des universités) à Rimini, Italie, (septembre 2007).</p>	<p>patrimoine mondial du Récif de la Barrière du Belize (Belize), et de Sian Ka'an (Mexique), en octobre 2007 et février 2008.</p> <p>3. Élaboration de principes directeurs de planification du tourisme et de financement des sites pour les décideurs et gestionnaires de sites de l'État partie, à Arc-et-Senans, France, avec le soutien de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du tourisme (mars 2008).</p>	<p>Sud, avec un site Internet sur le financement des sites, créé lors de l'atelier au Parc national d'Iguazú, Argentine (novembre 2007).</p> <p>3. Publication et diffusion du guide méthodologique <i>Culture, tourisme et lutte contre la pauvreté au Sahara : une approche territoriale du développement</i> (juin 2007).</p>	<p>2. Allocation de 220 000 dollars EU pour des projets à base communautaire locale au Belize, au Mexique et à la Dominique, dans le cadre de l'Alliance du patrimoine mondial des Caraïbes, relevant de la Fondation des Nations Unies, en collaboration avec le PNUD-COMPACT à la Dominique (décembre 2007).</p>
<p>PEID (Petits États insulaires en développement) et biens marins</p> <p>(Ces deux programmes sont présentés ensemble pour plus de facilité car les bénéficiaires de ces programmes sont souvent les mêmes)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités nationales en conservation et gestion des sites marins • Renforcement de la participation des communautés locales à la gestion des sites 	<p>1. Approbation des limites et de la réglementation de l'aire protégée des Îles Phénix – la plus grande aire protégée marine du monde – par le gouvernement de Kiribati, et lancement du projet de proposition d'inscription pour consultation (janvier 2008).</p> <p>2. Identification de nouvelles aires protégées marines et création d'un programme mené en collaboration pour rassembler des données, créer des équipes d'acteurs concernés et sélectionner des aires marines, lors d'un atelier</p>	<p>1. Soutien apporté à des mesures de conservation dans des sites marins du patrimoine mondial en Équateur, au Costa Rica, en Colombie et au Panama, dans le cadre du Projet tropical marin du Pacifique oriental.</p> <p>2. Achèvement du cours de planification environnementale de l'utilisation du sol et de cartographie du réseau hydrologique souterrain à Sian Ka'an, Mexique, dans le cadre de la gestion de la zone côtière et des eaux usées qui devra être organisée par les municipalités locales.</p>	<p>1. Formation sur l'application de la législation dans le Parc national de l'Île Cocos dispensée aux juges et procureurs de district du Costa Rica, dans le cadre du Projet tropical marin du Pacifique oriental.</p> <p>2. Formation sur site dispensée aux gestionnaires de site de l'Atoll d'Aldabra aux Seychelles, et du Parc marin du récif de Tubbataha aux Philippines, par des responsables de Shell, dans le cadre du projet « Planification d'activités à l'intention de gestionnaires d'aires protégées ». Des</p>	<p>1. Exercice de communication régionale organisé par le Secrétariat du Corridor marin – organisme régional intergouvernemental –, pour promouvoir le Projet tropical marin du Pacifique oriental à travers l'Équateur, le Costa Rica, la Colombie et le Panama (mars 2008).</p> <p>2. Approbation du Comité directeur de la plateforme intersectorielle créé par l'UNESCO pour la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice, en vue du développement durable des petits États insulaires en développement, et débat sur sa structure et ses méthodes de travail (avril 2008).</p>	<p>1. Efforts systématiques d'approche communautaire pour engager des pêcheurs locaux, et renforcement des structures de gouvernance locale pour soutenir la création de micro-entrepreneurs au sein d'une association de tourisme rural durable en 2007, dans le cadre du Plan de gestion du Parc national de Coiba, Panama.</p> <p>2. Important engagement de communautés locales amérindiennes dans le Plan de gestion du site archéologique de la Savane des Juifs, sur la</p>

Programme et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<p><u>Note</u> : Il n'y a pas actuellement de personnel pour gérer le programme marin, ni aucun financement pour ce poste.</p>	<p>en Tanzanie pour l'Océan Indien occidental (juin 2007).</p> <p>3. Finalisation et soumission du projet de Liste indicative pour les sites naturels au gouvernement des îles Salomon (septembre 2007).</p>	<p>3. Projet de réhabilitation de la palmeraie de Paramaribo, Suriname, approuvé en décembre 2007 par le gouvernement flamand, pour lancement en juin 2008.</p>	<p>missions d'évaluation ont estimé l'impact et l'utilité de cet effort (avril/mai 2008).</p> <p>3. Élaboration et traduction en anglais, français et espagnol de 5 modules de formation, au titre du Programme de renforcement des capacités dans les Caraïbes (septembre 2007).</p>		<p>Liste indicative du Suriname.</p>
<p>Villes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de nouvelles lignes politiques stratégiques pour la conservation des paysages urbains historiques 	<p>1. Organisation d'une conférence sur les 4 villes du patrimoine moderne, organisée au Havre, France, pour promouvoir le bien du patrimoine mondial et débattre de questions de conservation et d'aménagement à Brasilia, Tel Aviv, Le Havre et Chandigarh (septembre 2007). Création d'un réseau des quatre villes – centré sur le paysage urbain, l'urbanisme axé sur le patrimoine et la conservation du patrimoine moderne.</p>	<p>1. Recommandations pour la conservation des paysages urbains historiques établies lors d'une réunion régionale pour les Amériques à Olinda, Brésil (novembre 2007).</p> <p>2. Nouvelles études architecturales achevées en mars 2008 dans le cadre du plan de conservation urbaine de Zabid, Yémen, qui doit être terminé fin juin 2008. Réglementation et recommandations architecturales traduites en arabe.</p> <p>3. Pour le plan d'action pour Jérusalem, voir le document <i>WHC-08/32.COM/7A</i>.</p>	<p>1. Chandigarh, Inde, a rejoint le Réseau des villes indiennes au patrimoine vivant. Des recommandations sur sa conservation urbaine ont été formulées lors d'un atelier de renforcement des capacités organisé en collaboration avec l'Archaeological Survey of India et les autorités locales (décembre 2007).</p> <p>2. Africité : Après le forum des villes africaines de Nairobi et la demande de lancement d'un programme de renforcement des capacités des autorités locales associant culture et patrimoine à des programmes de développement local, un atelier s'est tenu à l'automne 2007.</p>	<p>1. Étude de faisabilité sur les aspects techniques et juridiques en vue de la rédaction d'une nouvelle recommandation, ou d'une recommandation révisée, sur la conservation des paysages urbains historiques, demandée par la 179e session du Conseil exécutif, à la suite de la décision 29 COM 5D – voir aussi le document <i>WHC-08/32.COM/7</i>.</p>	<p>1. Finalisation de la phase I de la mise en place d'un plan de gestion pour Paramaribo, Suriname, bénéficiant d'apports de communautés locales et d'institutions chargées du patrimoine (mars 2008). La phase II, qui comprendra des éléments de formation en conservation urbaine et en gestion des sites, commencera en juin 2008.</p>
<p>Architecture de terre</p>	<p>1. Établissement d'une structure de gestion et</p>	<p>1. Lancement du Programme Architecture</p>		<p>1. Le n° 48 de la revue trimestrielle <i>Patrimoine Mondial</i></p>	<p>1. Les orientations élaborées pour le cycle</p>

Programme et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coordination des efforts internationaux pour sauvegarder les sites d'architecture de terre 	d'une stratégie de levée de fonds pour élaborer des Listes indicatives et des propositions d'inscription de sites d'architecture de terre (par exemple, extension de Tombouctou au Mali), et mettre en œuvre des activités de conservation <i>in situ</i> dans des régions moins représentées d'Afrique et des États arabes.	de terre 2007-2017 à la Conférence Terra 2008 à Bamako, Mali, qui a réuni 450 participants internationaux de 65 pays (février 2008).		<p>était centré sur le thème de la préservation de l'architecture de terre et a été diffusé à la Conférence Terra 2008.</p> <p>2. Élaboration et présentation d'une brochure sur le programme Architecture de terre 2007-2017 aux participants à Terra 2008.</p>	2007-2017 du programme donnent la priorité à l'engagement des communautés locales, et notamment des femmes, au moyen de stratégies de développement durable.
Initiative et résultats	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
Astronomie <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du réseau de partenaires • Meilleure promotion du patrimoine mondial 	1. Lancement d'un appel aux États parties pour contribuer à la mise en œuvre de l'initiative « Astronomie et patrimoine mondial », après la décision 29 COM 5.1 , avec 20 points focaux nationaux définis à travers le monde.			1. L'année 2009 proclamée Année internationale de l'Astronomie par la 62e Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2007, l'UNESCO étant désignée comme agence pilote qui lancera le programme « Astronomie et patrimoine mondial – À travers le temps et les continents ».	1. Finalisation de la stratégie de mise en œuvre incluant l'engagement essentiel des communautés locales et de leurs systèmes de savoirs traditionnels, avec des points focaux nationaux et l'Union astronomique internationale (UAI) – voir le document <i>WHC-08/32.COM/INF.5C</i>

D. Rapport basé sur les résultats des activités entreprises en matière de communication, éducation et partenariats, et résultats dans le cadre des 5 C

	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coopération avec d'autres Conventions • Expansion du réseau de 	1. Politique éditoriale de la revue trimestrielle <i>Patrimoine Mondial</i> , et choix des thèmes, des articles et des auteurs	1. Renforcement de la coopération avec d'autres conventions sur la biodiversité grâce au Groupe de liaison sur la	1. <i>Le patrimoine mondial aux mains des jeunes</i> publié en coréen, ce qui porte à 30 le nombre de versions linguistiques	1. L'organisation du Forum des Jeunes à Christchurch (Nouvelle-Zélande) en juillet 2007 a permis à 30 jeunes participants de 12 pays d'Asie et du Pacifique de	1. Cartographie culturelle réalisée avec des communautés touareg des Réserves naturelles de l'Aïr et du Ténéré (Niger)

	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
<p>partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion accrue de la Convention auprès des jeunes générations • Renforcement des capacités nationales de mise en œuvre 	<p>selon une sélection équilibrée au niveau géographique et thématique.</p> <p>2. Quatre numéros de la revue trimestrielle <i>Patrimoine Mondial</i> ont été publiés à 38 000 exemplaires en anglais, français et espagnol. Thèmes : « Numéro spécial sur la Nouvelle-Zélande » (n° 46, juin 2007) ; « Avantages et défis d'une inscription sur la Liste du patrimoine mondial » (n° 47, octobre 2007) ; « L'architecture de terre » (n° 48, janvier 2008) ; et « Patrimoine mondial et biodiversité » (n° 49, avril 2008).</p> <p>3. Coopération instaurée avec la Fondation Prince Albert II de Monaco par la dotation d'un financement pour une réunion d'experts sur la Stratégie globale du Comité en vue d'une Liste équilibrée et représentative, notamment en matière de patrimoine arctique.</p>	<p>biodiversité, ainsi que de la coopération avec le secteur des Sciences naturelles, comme le montre le document 179 EX/INF.16, présenté à la 179e session du Conseil exécutif.</p> <p>2. Coopération avec la Convention de 2003 sur le patrimoine immatériel, avec la participation à la seconde session du Comité (septembre 2007) à Tokyo, Japon, et participation aux réunions statutaires de la Convention de 1954 et de ses deux protocoles (décembre 2007).</p> <p>3. Atelier « Réserves de biosphère et sites du patrimoine mondial : laboratoires d'apprentissage du développement durable » organisé conjointement avec SC/EES pendant la 4^e Conférence internationale sur l'éducation relative à l'environnement, Ahmedabad, Inde (novembre 2007) pour 40 participants, représentants des réserves de biosphère, sites du PM, enseignants et ONGs.</p> <p>4. Document de politique</p>	<p>actuellement disponibles.</p> <p>2. Le cours de formation d'enseignants sur l'Éducation au patrimoine mondial pour un développement durable a réuni 140 enseignants et praticiens du patrimoine à Séoul, Corée, en juin 2007. Des organismes éducatifs et patrimoniaux coréens vont assurer un soutien suivi pour assurer la durabilité de l'éducation au patrimoine mondial.</p> <p>3. Accords signés avec l'Université d'Eindhoven (Pays-Bas) et l'École d'Architecture de Paris-Belleville (France).</p> <p>4. L'accord signé en 2006 avec Evergreen Digital Contents, Japon, a été reconduit en 2007 pour poursuivre la mise en œuvre d'un projet éducatif pour les écoles primaires.</p> <p>5. Organisation d'un colloque international sur le thème « Partager nos patrimoines – Nouveaux défis pour la conservation et la protection des sites, et la gestion du tourisme », organisé par l'Université polytechnique de Valence, Espagne (février 2008).</p>	<p>présenter leur « Challenge des jeunes » et un DVD.</p> <p>2. Production et diffusion du 6e épisode du dessin animé <i>Patrimoine et les aventures du patrimoine mondial</i> en CD et DVD, sur la protection de la faune sauvage des montagnes des Virunga en Afrique centrale (mars 2008).</p> <p>3. Entre 60 000 et 70 000 articles publiés sur le patrimoine mondial dans divers médias.</p> <p>4. Atelier pour journalistes francophones tenu à Luxembourg. Objectifs : améliorer les connaissances des journalistes sur la conservation et la protection du patrimoine mondial et mieux faire comprendre le patrimoine en tant que notion globale et interdisciplinaire (novembre 2007).</p> <p>5. Publication de 100 000 cartes du patrimoine mondial avec National Geographic et Hewlett Packard en anglais, français et espagnol – dont 13 000 diffusés par les Bureaux régionaux de l'UNESCO et 20 000 par les Commissions nationales.</p> <p>6. 17 700 visites par jour sur le site Internet du Centre en mars 2008 – soit 24 % d'augmentation entre les 506 069 visites d'avril 2007 et les 631 423 visites de mars 2008, qui représentent 35 % des connexions au portail de l'UNESCO.</p>	<p>et des Pygmées Aka résidant à Mongoumba (Liste indicative de République centrafricaine) dans le cadre du projet commun CLT/CPD/CPO « Éducation au patrimoine pour un développement durable – Favoriser le dialogue avec et parmi les communautés autochtones ».</p> <p>2. Lancement d'un projet de promotion de l'éducation au patrimoine mondial dans des cadres non officiels, au moyen du service volontaire, au 30e anniversaire du service volontaire international, célébré à Lviv (Ukraine) en novembre 2007.</p>

	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
		<p>générale sur <i>L'impact du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial</i>, imprimé sous forme de brochure en anglais et en français pour une large diffusion de 4 000 exemplaires, et également téléchargeable depuis le site Internet (mai 2008).</p> <p>5. Une étude de faisabilité préliminaire est en cours pour sensibiliser les parties concernées à travers la création d'un prix du patrimoine mondial.</p> <p>6. Publication du n° 23 des Cahiers du patrimoine mondial : <i>Enhancing Our Heritage Toolkit</i>, en collaboration avec l'UICN et la Fondation des Nations Unies (juin 2008).</p> <p>6. Atelier de presse sur la réinstallation de l'obélisque d'Axoum tenu au Siège de l'UNESCO (mai 2008).</p>	<p>6. Signature d'un accord avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour élaborer des modules de formation débutant par des activités en Asie-Pacifique où le bureau de l'UNITAR d'Hiroshima, Japon, a développé des compétences spécialisées en gestion du patrimoine mondial.</p> <p>7. Subvention du Headley Trust (Sainsbury Family Charitable Trusts, Royaume-Uni) pour le programme de bourses destinées aux gestionnaires de sites du patrimoine mondial, établi et mis en œuvre en collaboration avec l'Association Vocations Patrimoine (France).</p>	<p>7. Signature d'accords de licence avec l'établissement public de la Monnaie de Paris chargé de la frappe des monnaies, et le producteur néerlandais d'outils de navigation par satellite Tom Tom pour générer des produits de communication et des redevances pour le Fonds du patrimoine mondial.</p> <p>8. Affectation au Fonds du patrimoine mondial d'une partie des recettes de ventes du livre publié par Harper Collins <i>Disappearing World—The Earth's Most Extraordinary and Endangered Places</i>.</p> <p>9. Autorisations d'utiliser l'emblème du patrimoine mondial : Une liste de demandes ayant reçu l'accord d'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial est consultable sur http://whc.unesco.org/en/emblem. Au vu de l'adoption des Directives concernant l'utilisation du nom, de l'acronyme, de l'emblème et des noms de domaine Internet de l'UNESCO (RES 34C/86), une révision des principes et directives graphiques sur l'utilisation de l'emblème du patrimoine mondial et reflété dans les <i>Orientations</i>, Chapitre 8, a été instaurée en consultation avec le Bureau de l'Information du public. Le travail préliminaire est inclus dans document WHC-08/32.COM/13 et mentionné dans le document de réflexion demandé par le Comité</p>	

	Crédibilité	Conservation	Renforcement des capacités	Communication	Communautés
				dans sa décision 31 COM 15 figurant dans le document <i>WHC-08/32.COM/INF.5D</i> .	

II. Projet de décision

Projet de décision 32 COM 5

Le Comité du patrimoine mondial,

1. *Ayant examiné les documents **WHC-08/32.COM/5** et **WHC-08/32.COM/INF.5C**,*
2. *Rappelant la décision **31 COM 5.1** adoptée à sa 31e session (Christchurch, 2007),*
3. *Prend note avec satisfaction des résultats des activités entreprises par le Centre du patrimoine mondial l'année passée dans le cadre de ses cinq Objectifs stratégiques, et en particulier du travail en cours visant à intégrer totalement les communautés locales à tous les aspects de la conservation et de la gestion des sites du patrimoine mondial ;*
4. *Prend note en particulier de la contribution des Programmes thématiques et initiatives du patrimoine mondial à la mise en œuvre de ses Objectifs stratégiques, et demande au Directeur du Centre du patrimoine mondial de trouver un financement extrabudgétaire et d'assurer une dotation appropriée en effectifs pour en assurer le maintien sur des questions essentielles du patrimoine mondial.*